

**DOSSIER**

# **L'agriculture et le conflit israélo-palestinien**

Stefan Deconinck  
Vakgroep Derde Wereld RUG

Contact: [stefan.deconinck@rug.ac.be](mailto:stefan.deconinck@rug.ac.be)  
<http://ctws.rug.ac.be>

# 1. L'agriculture en Israël : un symbole politique

## 1.1 Des déserts fleuris

Du point de vue économique, en Israël, le secteur de l'agriculture joue un rôle modeste dans l'économie du pays. Selon les derniers chiffres publiés par le Bureau Central Israélien des Statistiques, l'agriculture contribue pour moins de 2% au PIB du pays. 2,2 % des ménages tirent leurs revenus de l'agriculture. Les 98% restants de la production économique proviennent d'activités comme le commerce, l'industrie et les services. Les secteurs principaux sont ceux du diamant, des technologies, ainsi que le tourisme.<sup>1</sup>

L'intérêt véritable de l'agriculture pour Israël n'est pas tant d'ordre économique, mais a plutôt une valeur symbolique : l'agriculture joue un rôle clef dans le sionisme, qui constitue toujours l'idéologie dominante sur laquelle les Israéliens – de la gauche à la droite – se replient dès qu'ils ont affaire à des questions d'"intérêt national". Lorsque l'on examine l'histoire d'Israël à travers les lunettes du sionisme, on voit que le travail de la terre a été à la base de la construction de l'État d'Israël. Les *pères fondateurs* sionistes ont depuis la fin du 19<sup>ème</sup> siècle transformé leur terre promise, la bêche dans une main et de l'autre l'arrosoir, pour faire d'un morceau de désert inhospitalier une oasis verdoyante. Ce *mythe* fondateur est toujours d'actualité, il continue à servir de fondement à la politique israélienne contemporaine.

La règle de conduite reste : "faire prospérer le désert". L'analyse de la politique hydraulique d'Israël développée plus loin permettra de montrer où les hommes politiques actuels veulent en venir et pour quelles raisons ils entendent maintenir cet idéal sioniste.<sup>2</sup>

## 1.2 Le sang et le sol

Une deuxième jauge importante dans l'idéologie sioniste qui hante aujourd'hui l'État d'Israël est l'*aliya*, ou le 'droit au retour'<sup>3</sup>. Israël se considère comme la seule garantie de fournir un domicile sûr aux Juifs du monde entier. "Sans Israël, chaque Juif est comme un chèque à découvert", a écrit l'essayiste néerlandais Abel Herzberg. Afin d'assurer la possibilité future de ce droit au retour, Israël a besoin de nouvelles terres habitables et cultivables. Depuis 1948 Israël a ainsi exproprié la plupart des terres de ses habitants palestiniens, aujourd'hui nombre d'entre elles sont accaparées par le secteur agricole israélien.

Momentanément, 93% des terres en Israël appartiennent au 'domaine public', en partie propriété d'État (gérée par la Israeli Land Authority), en partie propriété du Fonds National Juif (géré par l'Organisation Sioniste Mondiale). La terre est louée par bail aux habitants. La politique de l'ILA est définie par l'Israel Lands Council, dans lequel siègent le gouvernement et le FNJ, à égalité de voix<sup>4</sup>. L'ILA loue ses terres aux Juifs et aux non-Juifs. La concession pour les Juifs est de 48 ou 98 ans, et d'un an pour les non-Juifs. Le FNJ loue ses terres aux Juifs exclusivement. La majeure partie de ces terrains consiste en anciennes propriétés palestiniennes annexées après 1948 par l'État israélien sans aucune compensation.

36 lois et règlements ont été élaborés afin de permettre la confiscation de terres palestiniennes. L'une des plus importantes était la 'Loi sur la Propriété des Absents' de 1950, qui a permis la confiscation des maisons, des terres et autres propriétés de 750.000 à 900.000 Palestiniens ayant fui les combats entre les armées juives et arabes lors du déclenchement de la guerre d'indépendance. Tout droit au retour de ces réfugiés est depuis systématiquement nié. Plus d'un tiers de la population d'Israël occupe aujourd'hui des terres et des habitations de réfugiés palestiniens, qui ont été annexées entre 1948 et 1954 sans aucune forme de compensation. Une carte ainsi qu'une liste de 421 villes et villages 'disparus' peut être consultée en annexe.

---

<sup>1</sup> State of Israel, Central Bureau of Statistics, *Statistical abstract of Israel 2001*.

<sup>2</sup> Abicht L., *Mensen in Israël en Palestina*; State of Israel, Ministry of Foreign Affairs, *Agriculture in Israel*; State of Israel, Ministry of National Infrastructures–Water Commission, *Long term tasks of the Israeli water sector*.

<sup>3</sup> Selon la loi israélienne du retour (*aliyah*) de 1950, chaque juif a le droit de venir d'établir en Israël. Ce droit au retour n'existe pas pour les réfugiés Palestiniens.

<sup>4</sup> State of Israel, Ministry of National Infrastructures – Israel Land Administration, *General information*; Abicht 1, p. 72.

L'expropriation des terres possédées par les Palestiniens se poursuit jusqu'à aujourd'hui même, sous des prétextes aussi divers que la sécurité militaire, le tracé de nouvelles routes et infrastructures, ou encore les 'infractions' à toutes sortes de règlements et prescriptions.

Les premières victimes en sont les quelque 70.000 habitants d'une centaine de 'villages illégaux' en Israël, qui sont confrontés quotidiennement aux expulsions des terres et aux démolitions des habitations. Ces gens avaient également pris la fuite en 1948, mais sont restés à l'intérieur des frontières de ce qui est devenu l'État d'Israël. Les terres qu'ils occupent aujourd'hui ont été désignées par l'État comme terres agricoles, et le simple fait d'y habiter est donc devenu 'illégal'.<sup>5</sup>

## 2. Relations entre agriculture israélienne et politique d'occupation

Lorsqu'on se focalise sur l'agriculture, l'on remarque trois aspects fondamentaux de la politique d'occupation israélienne:

- *Terres agricoles supplémentaires*

L'occupation de la Cisjordanie ainsi que de la bande de Gaza a fourni à Israël de nouveaux territoires où sont envoyés des colons pour y cultiver de nouvelles terres agricoles (les 'implantations'); l'agriculture constitue dans les Territoires occupés un pilier fondamental de la politique de colonisation.

- *Ressources hydrauliques nouvelles*

Le contrôle des points d'eaux situés en territoire palestinien est essentiel pour la politique agricole d'Israël.

- *Assujettir l'agriculture palestinienne*

En refusant à l'agriculture palestinienne les moyens de son développement (e.a. les terres, l'eau), Israël accroît la dépendance de celle-ci, et tout en reprochant aux Palestiniens les effets négatifs de cette politique, elle en retire un maximum d'avantages pour favoriser l'agriculture israélienne.

De fait, l'occupation israélienne des territoires palestiniens génère le *sous-développement (dé-développement)* de la société palestinienne : non seulement le développement est entravé et perturbé, mais miné à un tel point que l'on peut parler de régression. Pour suivre, nous envisagerons les effets de la politique d'occupation israélienne sur l'aggravation de la relation de dépendance dans laquelle la société palestinienne a été amenée, et sur sa relation avec le secteur agricole israélien.

### 2.1 Dépendance de l'économie palestinienne

En 1992, les Territoires occupés dépendaient à 89,7% d'Israël pour l'importation de biens, et à 85,4% pour l'exportation de produits palestiniens.<sup>6</sup> Pendant le processus de paix d'Oslo, la dépendance n'a fait qu'augmenter puisqu'à la veille de la deuxième Intifada, 95% des exportations de biens palestiniens étaient destinées à Israël.<sup>7</sup>

Les territoires palestiniens dépendent pratiquement complètement d'Israël pour l'énergie (électricité, gaz, pétrole), les communications internationales, une part importante de la fourniture d'eau (voir plus loin) et pour l'importation de produits alimentaires de base (principalement farine, grains, riz, sucre). En dépenses, cela correspond à une balance négative de 56% du PNB palestinien.<sup>8</sup> C'est un économiste des Nations Unies qui décrit le mieux cette relation de dépendance en appelant l'économie palestinienne un cas classique de colonie: "Pas d'industrie propre et donc un marché captif idéal pour les produits israéliens et une source idéale de travail bon marché".<sup>9</sup>

L'apport de matières premières pour l'industrie est associé à des règlements, contrôles, impôts et taxes par Israël. Les produits palestiniens sont donc chers et peu attractifs. De plus, l'économie est particulièrement vulnérable à des blocus israéliens qui sont imposés à titre de représailles. Au point le plus fort du "processus de paix" entre

---

<sup>5</sup> Abicht L., *De tocht door de woestijn*; Arab Association of Human Rights, *The unrecognised villages*; Arab Association of Human Rights, *Land and planning policy in Israel*.

<sup>6</sup> Brynen, *A very political economy*.

<sup>7</sup> Palestine Economic Policy Research Institute (MAS), *Economic Monitor*, 7.

<sup>8</sup> Palestine Economic Policy Research Institute (MAS), *Economic Monitor*, 7.

<sup>9</sup> Israël treft Palestijnse economie hard, in: NRC Handelsblad, 3/7/2001.

1993 et 1996, les blocages ont déjà coûté à l'économie palestinienne plus de 2,5 milliards d'euros, et le niveau de vie moyen de la population a reculé de 36%.

En outre, l'Autorité Nationale Palestinienne (ANP) dépend à 70% de son budget annuel des taxes qu'Israël impose aux importations palestiniennes depuis ou via Israël et qui sont transférées dans le cadre d'accords conclus dans le protocole économique de Paris de 1994. Pour son fonctionnement, l'ANP dépend donc de la bonne volonté israélienne dans le transfert des moyens. Lorsque le transfert des impôts par Israël est suspendu, comme c'est actuellement le cas sous Sharon, cela signifie que l'ANP ne peut payer ses fonctionnaires et ne peut garantir le bon fonctionnement de ses institutions.

## 2.2 Dépendance de l'agriculture palestinienne

L'image générale de l'économie palestinienne dans son ensemble qui vient d'être esquissée s'applique évidemment en particulier à l'agriculture. L'image que nous esquissons ici est celle d'une intégration indirecte de l'agriculture palestinienne dans la couverture des besoins du marché israélien, sans qu'il existe des véritables chances d'un développement autonome. L'agriculture palestinienne est principalement constituée de petites entreprises familiales. 90% de l'activité sont situés en Cisjordanie et 10% à Gaza. L'agriculture représente environ 6,4% du PNB, 25% des exportations et 29% de l'emploi. Les produits d'exportation les plus importants sont les olives et l'huile d'olive, les fruits, les légumes et les fleurs coupées.

### 2.2.1 Recul du secteur agricole palestinien sous occupation israélienne

Depuis l'occupation israélienne, on constate une diminution générale de l'importance économique de l'agriculture palestinienne. Avant 1967, l'agriculture formait la colonne vertébrale de l'économie palestinienne. Entre 1967 et aujourd'hui, son importance économique a en permanence diminué. Par manque de perspectives et de nouveaux investissements dans le secteur agricole, une grande partie des forces de travail doit trouver des alternatives ou se retrouver au chômage.

Cela est lié au fait que les autres secteurs sont devenus relativement plus importants, ces évolutions étant également remarquées dans les pays environnants et en Israël même. Mais au contraire des pays voisins, la communauté palestinienne subit un net recul de la croissance du revenu moyen.<sup>10</sup> Nous pouvons en tirer une deuxième conclusion importante, à savoir que le recul du secteur agricole est lui-même une suite de la politique d'occupation d'Israël.

Aperçu du recul de l'agriculture palestinienne, en % du PNB:<sup>11</sup>

1968/1970	1983/1985	2001
37,4 – 53,5 (WB)	18,5 – 25,4 (WB)	< 6,4 % (BG)
28,8 (Gaza)	12 – 15,9 (Gaza)	

Depuis l'occupation de 1967, Israël mène une politique systématique de confiscation de terrains et de destruction de vergers et de cultures. Avec l'“ordre militaire 378”, environ un tiers du sol de la Cisjordanie a été déclaré domaine militaire. La conséquence en est que les Palestiniens n'ont plus accès à leurs terres agricoles situées dans ces zones. L'“ordre militaire 364” stipule que les terres qui sont déclarées “terres de l'État” ne peuvent plus être travaillées par des paysans palestiniens mais bien par des Israéliens. De même, pour la construction de routes israéliennes de plus en plus nombreuses, du terrain (agricole) est confisqué. De part et d'autre de ces routes, un périmètre de 100 mètres est imposé, dans lequel le bétail ne peut paître. Une nouvelle évolution est l'établissement de réserves naturelles (comme dans l'accord de Wye River), où, évidemment, aucune activité agricole palestinienne ne peut avoir lieu. Depuis 1967, l'Israël a ainsi retiré la moitié des terres des Territoires occupés à ses habitants palestiniens.<sup>12</sup>

<sup>10</sup> Si nous comparons le PNB par habitant, nous voyons qu'avec le revenu moyen de \$1.000 à \$1.500, les Palestiniens sont non seulement largement en arrière par rapport à Israël (\$18.900) mais également par rapport à des pays voisins tels que la Jordanie (\$3.500), le Liban (\$5.000) et la Syrie (\$3.100).

<sup>11</sup> PASSIA, *Diary 2001*.

<sup>12</sup> MIFTAH, *House demolitions and land confiscation*; MIFTAH, *Special report: Intifada update*; PASSIA, *Diary 2001*.

Pour la plantation de nouveaux arbres fruitiers, dans les zones B et C, il faut encore toujours demander des autorisations aux commandants militaires israéliens.<sup>13</sup> Cette procédure peut prendre des années, avec pour conséquence un recul des récoltes, du nombre d'arbres fruitiers et de vergers.

Une autre mesure est l'interdiction de cultiver des produits qui sont concurrents de produits israéliens sur le marché international. Cela signifie qu'Israël ne tolère l'exportation de produits palestiniens qu'après que les exportations israéliennes aient été commercialisées et vendues. Lorsque les produits finissent par pouvoir traverser la frontière, ils sont gâtés, flétris ou pourris et ne sont donc plus vendables.<sup>14</sup>

Pendant la première Intifada, l'armée israélienne a déplanté plus de 127.000 arbres, dont 81.000 oliviers qui auraient dû produire chaque année 250 tonnes d'huile d'olive. Même en "temps de paix", ce type de pratique se propage. Depuis la percée historique dans les tractations israélo-palestiniennes, lors de la signature de la déclaration de principe de 1993, en 8 années, 70.000 ha de terre sont été saisis et 282.000 arbres<sup>15</sup> ont été arrachés dans les vergers palestiniens au prétexte d'absence des autorisations nécessaires, pour raisons de sécurité ou en application de la loi d'absence (un terrain qui n'a pas été travaillé pendant trois années consécutives peut être saisi).<sup>16</sup>

### 2.2.2 'Intégration' de la production agricole palestinienne

Tant en termes de production qu'en termes de possibilité d'exportation, les produits palestiniens doivent lutter contre un désavantage comparatif par rapport à l'agriculture israélienne. Les produits israéliens expulsent les produits palestiniens du marché parce qu'ils sont souvent subsidiés et parce qu'ils ne sont pas gênés par tout un ensemble de règles et de contraintes. Par exemple, il est interdit à des Palestiniens de vendre à Jérusalem-Est des fruits et des légumes provenant des Territoires occupés. Cela n'est pas le cas pour les produits agricoles des colonies juives.

Du fait que les paysans palestiniens trouvent de plus en plus difficilement un débouché pour leurs produits, ils passent souvent à des récoltes pour lesquelles il existe une demande en Israël (parce que les entreprises israéliennes les négligent parce qu'elles sont trop peu rentables), par exemple des pois chiches. Il en va de même pour l'écoulement interne des produits agricoles: par les blocages et les problèmes qu'ils entraînent, par exemple des dommages aux produits, les paysans palestiniens passent à des récoltes moins vulnérables, comme les pommes de terre et les oignons. Ces derniers rapportent cependant moins. Pour ces cultures, les paysans palestiniens peuvent utiliser leurs techniques agricoles extensives, moins modernes, et du travail bon marché, et offrent pour ce segment du marché de meilleures conditions que les producteurs israéliens. L'agriculture israélienne peut ainsi se diriger vers des cultures plus intensives, par exemple les fleurs, les légumes et les fruits, qui apportent une plus grande plus-value.

De cette manière, l'agriculture palestinienne s'enfonce de plus en plus dans une relation de dépendance vis-à-vis d'Israël: Israël achète les produits bon marché des Palestiniens<sup>17</sup> et occupe le marché palestinien avec sa propre production à haute valeur ajoutée.

La dépendance vis-à-vis du transit par Israël augmente également en permanence. Avant 1967, la Cisjordanie exportait 80% des légumes produits et 45% des fruits. À peine dix ans plus tard, elle en importait plus qu'elle n'en exportait. 90% de ces importations proviennent d'Israël. En 1968/1969, environ 30% des exportations agricoles palestiniennes étaient destinés à des pays tiers (autres qu'Israël et la Jordanie), mais dans les années 80, ces exportations sont tombées à moins de 6%. Le reste des exportations était destiné à la Jordanie et à Israël.<sup>18</sup> Alors qu'en 1967 la composition de la production agricole palestinienne était encore assez comparable à celle d'Israël, depuis les années 80, cela s'est modifié. Depuis lors, l'agriculture palestinienne est intégrée au marché israélien – ce qui constitue une forme de *indirect rule* économique.

---

<sup>13</sup> Les zones A, B et C sont mentionnées dans l'accord intérimaire de 1995. Les zones B et C sont des zones administrées partiellement ou complètement par Israël; cela représente plus de 80% de la superficie des Territoires occupés.

<sup>14</sup> De economische oorlog in Palestina, in: *De Morgen*, 29/4/2002; LAW, *Palestinian workers exploited and Israeli economic oppression*.

<sup>15</sup> Il faut environ 15 ans avant qu'un olivier commence à porter ses premiers fruits.

<sup>16</sup> Miftah, *House demolition and land confiscation*.

<sup>17</sup> En 2001, les tomates représentaient la plus importante marchandise importée depuis les Territoires occupés.

<sup>18</sup> Jerusalem Media and Communication Centre, *Israeli obstacles to economic development in the Occupied Palestinian Territories*

### 2.2.3 Difficultés des exportations palestiniennes

L'intégration de l'agriculture palestinienne dans l'économie israélienne est également la conséquence des difficultés des exportations palestiniennes. En dehors de la forte concurrence avec les produits agricoles espagnols et marocains, Israël impose un grand nombre de contraintes et d'obligations. Les exportations palestiniennes de produits agricoles vers des pays voisins ou vers l'Europe ne sont en particulier pas rentables.

Depuis 1990, l'Union Européenne est directement active sur les marchés des Territoires occupés. Mais les exportations sont gênées par les contrôles de sécurité israéliens. Les camions transportant des produits agricoles sont retenus longtemps par l'armée israélienne avant de pouvoir traverser la frontière. Cela signifie que le chargement est pourri avant de pouvoir traverser les check-points. De plus, les Israéliens imposent des impôts élevés sur le "transit" de fruits et de légumes en provenance des Territoires occupés et destinés à des pays tiers. Conséquence: seule l'exportation de produits non périssables a du sens, et celle de produits frais est sans espoir.

Certains exportateurs palestiniens vendent donc leurs fruits à de mauvais prix à des firmes israéliennes. Les acheteurs israéliens réussissent à vendre ces fruits comme jus de fruits israéliens avec profits en Europe, à un prix supérieur à l'exportation de fruits de première qualité.<sup>19</sup>

La partie la plus importante des exportations de produits agricoles frais de Palestine s'effectue donc encore toujours par l'intermédiaire de l'agence d'exportation israélienne Agrexco. Les produits sont labélisés 'Carmel' par Agrexco. Les paysans palestiniens n'ont pas eu le choix: sans AGREXCO, avec toute son infrastructure et son réseau (entrepôts frigorifiques, représentants à l'étranger, accès préférentiels aux aéroports), ils ne seraient pas en mesure d'exporter. Ils peuvent ainsi compenser les longs "contrôles de sécurité". Ensuite, grâce à leur label israélien, ces produits bénéficient des tarifs favorables d'importation en Europe qui sont repris dans la convention d'association signée entre Israël et l'UE. Pourtant, l'accord stipule que les produits provenant des Territoires occupés ne sont pas concernés par la convention. Israël est donc en infraction par rapport à la convention d'association et risque de ce fait une taxe supplémentaire de 14%.<sup>20</sup> Bien que l'Europe n'ait pas encore imposé cette taxe supplémentaire, Israël perçoit une taxe de même montant à titre conservatoire aux producteurs palestiniens (Palestinian Authority Tax)<sup>21</sup>.

À Gaza, il existe actuellement des agences d'exportation palestiniennes, mais les facilités sont encore minimales. De plus, l'interdiction israélienne d'utiliser le port et l'aéroport de Gaza (et actuellement le blocage du port et la destruction de l'aéroport) constitue un obstacle insurmontable à exporter de manière efficace les produits agricoles palestiniens. Également du fait qu'Israël rend difficiles les contacts mutuels entre la bande de Gaza et la Cisjordanie, les exportations de produits agricoles de Cisjordanie (et donc la plus grande partie des exportations agricoles palestiniennes) continuent de passer par AGREXCO.<sup>22</sup> À Gaza, il s'agit de:

- Agricultural Production & Export Company (APECO) exporte depuis 1994 des fleurs coupées (70% vers la Hollande, et le reste principalement vers la Russie et l'Ukraine). Le transport est fait par la compagnie aérienne israélienne El-Al, depuis des aéroports israéliens, avec pour conséquence des contrôles de sécurité et des lenteurs. Le blocage de Gaza rend régulièrement ces exportations impossibles. Le développement de l'aéroport de Gaza constitue pour APECO une condition incontournable pour pouvoir poursuivre et développer ces activités dans le futur.
- Depuis 1987, Gaza Agra Produkte (GAP) exporte des légumes et aujourd'hui également des fleurs vers l'Europe Occidentale.

---

<sup>19</sup> Jerusalem Media and Communication Centre, *Israeli obstacles to economic development in the Occupied Palestinian Territories*

<sup>20</sup> Israël commet les infractions les plus importantes à la convention par l'exportation de produits qui sont fabriqués dans les colonies juives des Territoires occupés et sur les hauteurs du Golan. Du fait qu'elles sont produites en territoires occupés, ces marchandises ne bénéficient en principe pas du tarif d'importation favorable. Mais Israël considère les Territoires occupés comme partie intégrante de l'État d'Israël et ne fait pas la différence. L'UE n'a jusqu'ici pris aucune mesure sérieuse pour faire arrêter cette pratique et forcer Israël à s'en tenir aux conditions conclues, telles que reprises dans la convention d'association. Pour cette raison, les produits provenant des colonies continuent d'entrer dans l'Union aux tarifs favorables.

<sup>21</sup> LAW, *Palestinian workers exploited and Israeli economic oppression: the case of settlement workers*.

<sup>22</sup> Palestine Economic Policy Research Institute (MAS), *Economic Monitor*.

### 2.3 Dépendance palestinienne vis-à-vis d'Israël: le travail

En 1991, le marché du travail Cisjordanie dépendait à 29% du travail en Israël; pour Gaza, cela représentait 27%.<sup>23</sup> Pendant la période au cours de laquelle Israël a fermé régulièrement les frontières (depuis 1993), cette proportion a diminué, mais au début de l'Intifada Al-Aqsa, au plus 143.400 Palestiniens travaillaient encore en Israël et dans les colonies (22,3% de la main d'œuvre palestinienne totale). À ce moment, les possibilités de travail en Israël pour des Palestiniens provenant des Territoires occupés se sont de nouveau développées. La Cisjordanie dépend davantage de la main d'œuvre israélienne que la bande de Gaza, du fait des conditions plus strictes appliquées aux Palestiniens. La plupart des Palestiniens qui travaillent en Israël travaillent dans l'agriculture ou dans la construction.

En 1999, 9.507 Palestiniens travaillaient également dans les colonies juives des Territoires occupés, et parmi eux 2.535 (26%) dans l'agriculture.

L'importance de ce travail en Israël est énorme:<sup>24</sup>

- Il absorbe une partie de l'énorme chômage dans les Territoires occupés (qui est entre autres la conséquence des possibilités limitées de développement).
- Les impôts sur les revenus générés par le travail palestinien doivent être cédés à l'ANP (voir accord intermédiaire, Protocole de Paris). Les travailleurs palestiniens en Israël contribuent donc aux moyens de l'ANP; inversement, les fermetures des Territoires occupés diminuent les moyens de l'ANP.
- Les salaires en Israël sont plus élevés (en moyenne 59% plus élevés qu'en Cisjordanie et 104,6% plus élevés que dans la bande de Gaza). Mais en moyenne, les salaires palestiniens en Israël ne représentent que 34,3% des salaires israéliens pour une tâche comparable.

Israël profite de la dépendance palestinienne vis-à-vis de l'emploi en Israël. Pendant les longs blocages des Territoires occupés, les travailleurs palestiniens ne peuvent plus accéder à Israël. Ils sont donc remplacés par des dizaines de milliers de travailleurs qui sont "importés" de pays à faible niveau de salaire tels que la Thaïlande ou la Chine. Les blocages mettent actuellement 257.000 Palestiniens au chômage, et le revenu a diminué de 47%.<sup>25</sup>

### 2.4 Soif d'eau<sup>26</sup>

Le sous-sol de la Cisjordanie et de la bande de Gaza contient d'importantes réserves d'eau. En 1967, Israël a déclaré les réserves en eau "bien national". Le contrôle sur les réserves d'eau a été enlevé aux villages et aux communautés locales et transféré aux commandants militaires. Pour la population palestinienne, un régime d'eau a été introduit, avec un système d'autorisation de l'exploitation de l'infrastructure hydraulique existante et à construire. Ces autorisations sont également imposées à la modernisation des installations de pompage et à l'implantation de nouveaux vergers. Des compteurs de plus sont placés sur les puits et les sources, pour limiter la production. De cette manière, Israël a installé un contrôle centralisé qui a été complété en 1982 par le transfert de la gestion de l'eau à la société nationale israélienne de distribution d'eau *Mekorot*.

Depuis l'occupation, la demande palestinienne d'eau a crû en permanence, tant du fait de la croissance de la population que du développement économique – également en agriculture. Malgré cela, les autorisations nécessaires pour augmenter l'exploitation des réserves d'eau ont été systématiquement refusées. Les implantations juives en profitent. Elles bénéficient de conditions favorables pour la construction de nouvelles installations de distribution d'eau. Les différences sont nettes: alors que la société israélienne de distribution d'eau *Mekorot* a foré 40 nouveaux puits au bénéfice des colonies juives, dans les années '80, seuls 314 des 720 puits palestiniens d'origine étaient encore en exploitation. Les licences pour l'approfondissement de puits existants sont refusées avec pour conséquence que ces puits s'assèchent, alors que les colonies juives voisines peuvent pomper plus profond avec un matériel plus moderne et peuvent ainsi extraire l'eau de l'environnement.

---

<sup>23</sup> Brynen R., *A very political economy*

<sup>24</sup> LAW, *Palestinian workers exploited and Israeli economic oppression*

<sup>25</sup> MIFTAH, *Special report: intifada update*

<sup>26</sup> Deconinck S., *Olie op het vuur*; Deconinck S., *Waternet*.

La répartition inéquitable des réserves d'eau signifie une répartition différente de la pénurie d'eau. Israël s'applique à lui-même une norme de 100 m<sup>3</sup> par an pour usage domestique (boisson, cuisson, lessive et nettoyage) comme quantité minimale nécessaire pour une vie correcte. Pour les Palestiniens des Territoires occupés, des normes nettement différentes sont appliquées: la quantité totale d'eau dont ils disposent (30m<sup>3</sup> par personne et par an) est nettement inférieure à celle d'un Israélien (320m<sup>3</sup> par personne et par an), bien qu'ils partagent les mêmes réserves d'eau.<sup>27</sup> Ainsi, il reste peu d'eau disponible aux Palestiniens pour l'agriculture et d'autres activités économiques. Le manque d'eau entraîne également des conséquences sociales négatives, par exemple sur le plan de la santé sociale.

Tant du côté israélien que du côté palestinien, c'est le secteur agricole qui utilise la plus grande quantité d'eau (au moins 75% de la consommation totale en eau). Cependant, l'économie palestinienne est proportionnellement plus dépendante de l'agriculture et de l'eau pour l'irrigation. La proportion de l'agriculture dans le PNB palestinien est plus grande que chez les Israéliens. Le résultat de cette politique d'occupation israélienne est même visible depuis l'espace. Sur les photos satellite, on peut voir une "ligne verte" qui représente une véritable frontière dans le paysage: Israël est un pays vert où les cultures reçoivent suffisamment d'eau pour croître, alors que la Cisjordanie et Gaza sont colorés en jaune et en brun par la sécheresse.<sup>28</sup>

L'objectif de la politique israélienne est clair: en empêchant les Palestiniens d'utiliser l'eau, Israël peut utiliser au maximum les réserves d'eau disponible pour sa propre économie. 80% vont vers l'agriculture (2% du PNB). Dans une région à grande pénurie d'eau, cela constitue une manière non productive d'utiliser l'eau (par comparaison: avec 10% de l'eau, l'industrie et les services génèrent 98% de la production économique).

Une partie importante de l'agriculture est destinée à l'exportation (légumes, fleurs et fruits, voir plus loin). Israël, qui prétend devoir se battre contre la pénurie d'eau, exporte de cette manière chaque année des millions de litres d'eau virtuelle sans production économique en proportion. Pourquoi Israël gaspille-t-il donc autant d'eau? L'explication se trouve dans l'économie politique. L'agriculture est l'expression de l'idéal sioniste de "faire fleurir le désert".<sup>29</sup> Détruire l'agriculture est donc synonyme de s'attaquer à l'âme du pays. Certaines voix s'expriment dans cette direction, mais cela a été et reste non négociable pour les gouvernements israéliens successifs. En effet, les exportations agricoles représentent également un signal vers le reste du monde – et en particulier vers la partie juive – qu'en Israël, rien ne manque sur le plan de la qualité de vie et que l'immigration de juifs vers Israël considéré comme "havre sûr" peut se poursuivre. C'est de nouveau là une contradiction: dans un pays souffrant de pénurie d'eau, il est important de maîtriser la demande, à savoir limiter la croissance de la population. Israël ne connaît pas véritablement une forte croissance naturelle de la population, mais l'immigration (qui représente la moitié de la croissance de la population) impose une pression supplémentaire sur les réserves d'eau.

Conclusion: Avec sa politique de l'eau, Israël vise plusieurs objectifs de politique (intérieure) et renvoie les conséquences négatives de la pénurie d'eau sur la population palestinienne dans les Territoires occupés. Dans le conflit israélo-palestinien, l'eau est donc un problème clef.

### 3. Analyse du secteur agricole israélien

En Israël, l'agriculture est un secteur qui présente très peu d'importance économique: la production totale représente \$3.279 millions, ou 1,6% du PNB. Elle contribue à 3,4% du chiffre des exportations israéliennes.<sup>30</sup>

---

<sup>27</sup> State of Israel, Ministry of National Infrastructures – Water Commission, *Long term tasks of the Israeli water sector*

<sup>28</sup> Applied Research Institute of Jerusalem, *Atlas of Palestine*

<sup>29</sup> Voir l'allocation de Sharon lorsqu'il a été reçu Docteur Honoris Causa à l'Université de Beersheva; phrase d'ouverture de la partie concernant l'agriculture dans le site web de l'ambassade d'Israël aux Royaume Uni "faire fleurir le désert", suivi de "qui se sont consacrés à développer une agriculture florissante dans un pays qui est plus qu'à moitié désertique, en démontrant ainsi que la valeur réelle de la terre est fonction de la façon dont elle est utilisée"

<sup>30</sup> State of Israel, Central Bureau of Statistics, *Statistical abstract of Israel 2001*

Elle ne représente que 2,2% de l'emploi et près de la moitié du travail en agriculture est réalisé par des non israéliens (Palestiniens ou travailleurs importés d'Europe de l'Est ou d'Asie).<sup>31</sup>

981 communautés sont concernées activement par l'agriculture et représentent ensemble 633.300 habitants (parmi lesquels 35 communautés arabes comptant 78.000 habitants, orientés vers des produits traditionnels tels que les olives, les légumes, les ovins, les caprins et aujourd'hui les fraises et les fleurs).

### 3.1 Revenus de la production agricole et exportation de produits frais

	production 1989	production 2000	exportation 2000	exportation 2001
Valeur totale	\$3.844 millions	\$3.377 millions	\$702 millions	\$643,8 millions
Légumes	13,6 %	17,9 %	21,6 %	27,9 %
Fleurs	6,0 %	5,7 %	27,2 %	26,9 %
Citrons	10,1 %	6,1 %	13,2 %	14,0 %
Autres fruits	11,2 %	15,5 %	12,2 %	11,6 %
Cultures sur champ	13,2 %	6,8 %	12,7 %	9,2 %
Autres	2,6 %	3,6 %	13,2 %	11,0 %

Sheskin A., Regev A., *Israel agriculture: facts and figures*; State of Israel, Central Bureau of Statistics, *Statistical abstract of Israel 2001*

Les fleurs et les agrumes sont des cultures convenant particulièrement bien à l'exportation.

Les plus importants sont:

- Agrumes: oranges, pamplemousses (roses, jaunes), citrons, pomelos, pêches ('easy-peel')
- Fruits: avocats, kiwi, litchi, sharon, cerises, pommes, poires, goyaves, mangues, bananes, dattes
- Fleurs: anémones, marguerites, iris, pois de senteur, roses, œillets, chrysanthèmes, passiflores, violettes, gardénias.

La valeur des légumes et fruits transformés se montait en 2000 à \$175 millions, tandis que la valeur combinée des fruits et légumes frais représentait \$338 millions (2001). L'exportation de fleurs a rapporté \$175 millions (2001).

Le tableau ci-dessous donne un aperçu des produits agricoles frais qui ont fourni le plus gros revenu à l'exportation:

	Valeur en millions de \$
Coton	41,3
Avocats	40,2
Roses	37,9
Pamplemousses	34,8
Plantes ornementales et semences	34,2
Pommes de terre	30,6
Poivrons	27,0
Gypsophile	21,2
Tomates	17,1
Dattes	16,2
Melons	14,3
Organes	14,3
Raisin de table	13,7
Arachides	12,8

Sheskin A., Regev A., *Israel agriculture: facts and figures*

<sup>31</sup> Sheskin A., Regev A., *Israel agriculture: facts and figures*

L'Union Européenne est le marché le plus important (76,2% de la totalité de l'exportation) des produits agricoles. À eux seuls, les Pays-Bas représentent 24,8% de la totalité de l'exportation. Cela découle du fait que 90% des exportations de fleurs y sont vendues et réexportées vers d'autres pays.<sup>32</sup> Pour l'exportation de fleurs, Agrexco dispose de facilités portuaires et aéroportuaires spéciales en Israël et en Europe. La plaque tournante mondiale est l'aéroport de Bierset (Liège) où a lieu le transfert de la plus grande partie des fleurs vers les criées hollandaises.

### 3.2 Traçabilité des produits agricoles israéliens

Les produits agricoles israéliens sont commercialisés sous différentes marques.

Les labels accordés aux produits proviennent d'agences d'exportation ou sont accordés à des types particuliers de produits:

- Desert Sweet: label pour cultures cultivées dans le désert à partir d'irrigation à l'eau saumâtre (tomates, melons)
- Carmel: label général des produits agricoles frais et des produits agricoles transformés exportés par Agrexco (voir encadré)
- Jaffa: label pour agrumes exportés par les membres du Citrus Marketing Board<sup>33</sup>.
- Bio-labels: Carmel Bio-top, label IBOAA



logo 'Carmel' d'AGREXCO



Logo des bio-produits exportés par AGREXCO



Marque IBOAA des produits bio

<sup>32</sup> Sheskin A., Regev A., *Israel agriculture: facts and figures*

<sup>33</sup> FAO, *Global Agricultural Marketing Management*

## **AGREXCO**

La “Agricultural Export Company AGREXCO” a été fondée en 1957 et aujourd'hui, grâce au label Carmel, est une des entreprises d'exportation les plus grandes et les plus reconnaissables de produits agricoles au monde. Agrexco est géré en commun par le gouvernement israélien (Ministère de l'agriculture) et les exploitations agricoles; les deux y ont une participation de 50%. C'est une association sans but lucratif qui répartit les revenus entre les deux (groupes) d'actionnaires. Les 8 représentants des exploitations agricoles au conseil d'administration d'Agrexco représentent ensemble les 12.000 entreprises qui fournissent des produits à l'association.

En plus des deux centres de vente en Israël (Tel Aviv pour les fruits, les légumes et les autres produits comestibles et l'aéroport Ben Gourion pour les fleurs, les plantes, les bulbes et les semences), Agrexco est également représenté en dehors d'Israël avec des bureaux à Copenhague, Rotterdam, Vienne, Zurich, Cologne, Francfort, Londres, Milan, Paris et New York.

Le port de Marseille est la plaque tournante la plus importante: 80% des produits exportés par bateau par Agrexco y sont déchargés et distribués en Europe. Pendant l'hiver, de 20 à 25 jumbos chargés de 2500 tonnes de fleurs assurent une liaison hebdomadaire entre Tel Aviv et les aéroports européens.

FAO, *Global Agricultural Marketing Management*

### **3.3 Agriculture Biologique**

La “Israel Bio-Organic Agricultural Association (IBOAA) est l'organisation qui coordonne les initiatives d'agriculture biologique en Israël. Actuellement, l'organisation compte environ 500 membres qui vont de cultivateurs et de producteurs à des entreprises d'emballage, des exportateurs et des institutions d'enseignement. Agrexco impose d'en être membre pour recevoir le label Carmel Bio Top<sup>34</sup>

L'IBOAA a établi les réglementations et les normes de l'agriculture biologique en Israël. Les normes satisfont aux directives UE pour les produits biologiques. AGRIOR est une entreprise indépendante qui assure le contrôle et la certification (PPIS, ou “Plant Protection Israeli Services”), et des fonctionnaires de l'UE vont en Israël pour des contrôles périodiques. Cet auto-contrôle intensif et cette certification fait d'Israël l'un des cinq pays qui peuvent exporter leurs produits biologiques en UE sans contrôle permanent.

Les produits reçoivent le label IBOAA (voir plus haut)

Récemment, l'importance de l'agriculture biologique a fortement augmenté:

- *Symboliquement*: L'IBOAA présente l'agriculture biologique comme le prolongement logique de méthodes agricoles “qui remontent à la Création elle-même et à la période au cours de laquelle Dieu a promis la terre au peuple juif” (site web de l'IBOAA). De nouveau et clairement, un lien avec l'idéologie de la “terre promise”, le mythe du droit donné par Dieu aux juifs sur la terre de Palestine.
- Par *nécessité écologique*: réserve limitée en eau dans la région sont extrêmement vulnérables vis-à-vis de la pollution; une agriculture à haute intensité de pesticides et de produits chimiques représente un risque important.

Produits biologiques:

Avocats, carottes, pommes de terre, légumes-feuilles, herbes, tomates cerises, tomates “normales”, jus de tomates, pâte de tomate, poivrons, concombres, courgettes, grains, ail, thé aromatisé, mangues, sharon, grenades, miel, coton et tissus, volailles, produits laitiers, viandes et laine, huile végétale de sésame, de tournesol, d'olives, d'avocats.

Agrumes: en plus des fruits frais, jus, pulpes, huiles essentielles, fruits en conserve, écorce séchée.

Le marché total des produits biologiques est limité et les exportations vers l'UE sont donc essentielles. Agrexco est l'un des plus importants exportateurs de fruits, de légumes et d'épices (“Carmel Bio Top”). Tnuport est un exportateur important d'agrumes biologiques. Le nombre d'exportateurs croît rapidement. Le rapport de la

---

<sup>34</sup> IBOAA – Israel Bio-Organic Agriculture Association; European Commission – Directorate-General for Health and Consumer Protection, *Organic farming in Israel*

mission UE qui a étudié l'agriculture biologique en Israël a compté en 1999 8 exportateurs agréés; il en existe aujourd'hui 23 (site web du Ministère Israélien de l'agriculture).

Un certain nombre de zones de production de produits biologiques se trouve dans des colonies des Territoires occupés, surtout dans la vallée du Jourdain (Shilo, Shechem : <http://www.shechem.org>), mais également à Gaza (Katif).

## 4. Références

- Abicht L., *De tocht door de woestijn. Het vredesproces in het Beloofde Land*, Antwerpen, Hadewijch, 1996, 191 p.
- Abicht L., *Mensen in Israël en Palestina. Eén maat en één gewicht*, Kapellen, Pelckmans, 1990, 141 p.
- Applied Research Institute of Jerusalem, *Atlas of Palestine*, Bethlehem, 2000.
- Arab Association of Human Rights, *Land and planning policy in Israel*  
<<http://www.arabhra.org/article26/factsheet2.htm>>
- Arab Association of Human Rights, *The unrecognised villages*  
<<http://www.arabhra.org/article26/factsheet4.htm>>
- B'tselem, *Builders of Zion. Human rights violations of Palestinians from the Occupied Territories working in Israel and the settlements*, Jerusalkem, 1999, 99 p.
- B'tselem, *Not Even A Drop: Water Crisis in Palestinian Villages*, 2001  
<<http://www.btselem.org/English/Publications/index.asp>>
- B'tselem, *Thirsty for a Solution: The Water Shortage in the Occupied Territories and its Solution in the Final Status Agreement*, 2000 <<http://www.btselem.org/English/Publications/index.asp>>
- Brynen R., *A very political economy. Peacebuilding and foreign aid in the West Bank and Gaza*, Washington, US Institute of Peace Press, 2000, 287 p.
- De economische oorlog in Palestina, in: *De Morgen*, 29/4/2002.
- Deconinck S., *Olie op het vuur – water, conflict en vrede in het Midden-Oosten*, in: Ruddy Doom (red.), *De structuur van de waanzin. Conflicten in de periferie*. Gent, Academia Press, 2001, 483 p.  
<<http://ctws.rug.ac.be/waanzin>>
- Deconinck S., *Waternet* <<http://waternet.rug.ac.be>>
- European Commission – Directorate-General for Health and Consumer Protection, *Organic farming in Israel - report on a mission carried out in Israel from 14 to 18 November 1999*, 14 p.
- FAO, *Global Agricultural Marketing Management. (Marketing and Agribusiness texts - 3)*, Food and Agriculture Organization of the United Nations, Rome, 1997  
<<http://www.fao.org/docrep/W5973E/w5973e00.htm>>; *Carmel of Israel*  
<[http://www.fao.org/docrep/W5973E/w5973e0f.htm#carmel of israel](http://www.fao.org/docrep/W5973E/w5973e0f.htm#carmel%20of%20israel)>
- IBOAA – *Israel Bio-Organic Agriculture Association* <<http://www.bio-organic.org.il/aboute.html>>
- Isail Daiq over Israël en de Palestijnse landbouw - producten halen de markt niet meer door Israëlische blokkades, in: *De Standaard*, 163/2002.
- Israël treft Palestijnse economie hard, in: *NRC Handelsblad*, 3/7/2001.
- Jerusalem Media and Communication Centre, *Israeli obstacles to economic development in the Occupied Palestinian Territories*, Jerusalem, JMCC, 1992, 179 p.
- Joseph's blessing eco-farm <<http://www.geocities.com/HotSprings/Oasis/5750/index.html>>
- Katzir R., *Agricultural development in Israel*, in: City Farmer <<http://www.cityfarmer.org/Israelperiurban.html>>

LAW, *Palestinian workers exploited and Israeli economic oppression: the case of settlement workers – Palestinian workers in Israeli settlements in the West Bank and Gaza Strip*, August 2000  
 <<http://www.lawsociety.org/Reports/reports/2000/workers1.html>>

MIFTAH, *House demolitions and land confiscation*, October 2001  
 <<http://www.miftah.org/display.cfm?DocId=81>>

MIFTAH, *Special report: intifada update*, April 2002 <<http://www.miftah.org/report.cfm>>

MIFTAH, *The impact of Israeli closures on Palestinian economic life*, December 15 2000  
 <<http://www.miftah.org/display.cfm?DocId=86>>

*Organic produce and products* <<http://www.shechem.org/alon/eindex.html>>

Palestine Economic Policy Research Institute (MAS), *Economic Monitor*, 7, 2000.

Palestinian Academic Society for the Study of International Affairs (Passia), *Diary 2001*.

Palestinian farmers lose more than \$500m in uprising – report, in: *Jordan Times*, 3/3/2002.

Shammas C., *Palestinian trade promotion organization (PTPO)*, in: *Palestinian Economic Pulse*  
 <<http://www.palecon.org/pulsedir/may/ptpo.html>>

Sheskin A., Regev A., *Israel agriculture: facts and figures*, s.l., Ministry of agriculture and rural development – foreign trade center – foreign relations department, 2001.

State of Israel, Central Bureau of Statistics, *Statistical abstract of Israel 2001*  
 <<http://www.cbs.gov.il/shnatonenew.htm>>

State of Israel, Ministry of agriculture and rural development – plant protection and inspection services, *National standard for organically grown plants and their products*, April 2001.

State of Israel, Ministry of Foreign Affairs, *Agriculture and water use in Israel*, May 1999 <<http://www.israel-embassy.org.uk/web/pages/waterc1.htm>>

State of Israel, Ministry of Foreign Affairs, *Agriculture in Israel* <<http://www.israel-embassy.org.uk/web/pages/agrisrel.htm>>

State of Israel, Ministry of Foreign Affairs, *Israeli agriculture: coping with growth*, May 1998  
 <<http://www.israel-embassy.org.uk/web/pages/copegrow.htm>>

State of Israel, Ministry of National Infrastructures – Israel Land Administration, *General information*  
 <[http://www.mmi.gov.il/eng/f\\_general.html](http://www.mmi.gov.il/eng/f_general.html)>

State of Israel, Ministry of National Infrastructures – Water Commission, *Long term tasks of the Israeli water sector*, 2000.

*Tea, herbs and spices from Tsel-Harim* <[www.shechem.org/tea/eindex.html](http://www.shechem.org/tea/eindex.html)>

UNESCO, *Report on the Palestinian economy*, spring 2001.

UNSCO, *The impact on the Palestinian economy of confrontation, border closure and lmobility restrictions*, 2001.

US Central Intelligence Agency, *World fact book 2001* <<http://www.cia.gov/cia/publications/factbook>>

## ANNEXES

### 1. Relations commerciales israéliennes avec la Belgique

**Exportations** israéliennes vers la Belgique et le Luxembourg (2000) (millions de \$):

Agriculture	Industrie	Autre
30	1197,5 (597,7 sans diamant façonné)	650 (0,4 sans diamant brut)

Total: 1877,5 millions de \$, dont le diamant (travaillé et non travaillé) représente 1249,4 millions de \$  
 → Après les USA, la Belgique et le Luxembourg sont le deuxième pays d'exportation le plus important d'Israël.

**Importations** israéliennes par la Belgique et le Luxembourg (2000):

Total: 3565,2 millions de \$, dont:

- 2735 millions de \$ en diamant travaillé et brut; 602,2 millions de \$ pour d'autres biens de consommation
- 93,9 millions de \$ en biens d'investissement

→ Après les USA, la Belgique et le Luxembourg représentent le deuxième pays d'importation le plus important pour Israël

(State of Israel, Central Bureau of Statistics, *Statistical abstract of Israel 2001*)

### 2. Composition des exploitations israéliennes

millions de \$

Secteur	1999	1990
Agriculture dont entre autres	782,3	657,2
Céréales	248,7	198,1
Fruits	214,1	260,3
Fleurs	220,7	166,6
Industrie, dont entre autres	22866,3	10932,9
Textile, habillement, cuir	1136,1	733,3
Produits chimiques	2987,3	1490
Plastiques et caoutchoucs	1028,5	363
Machines	1012,9	628,4
Electronique, informatique	5217,8	1475
Diamant	6441,5	3236,1

State of Israel, Central Bureau of Statistics, *Statistical abstract of Israel*, années diverses.

### 3. Structure de l'économie palestinienne

Secteur	Cisjordanie et Gaza	(Jérusalem Est)
Agriculture	7	1,5
Industrie	18	20,4
Construction	12	12,4
Services, ventes et transports	63	65,7

Palestinian Central Bureau for Statistics, 2001; PASSIA, Diary 2001